

# ÉDUCATION NATIONALE : *une* DÉCENTRALISATION DANGEREUSE

> **Le gouvernement Raffarin vient de décider la décentralisation d'une partie de l'Éducation nationale vers les départements et les régions**

**L'École, comme institution majeure de l'État et service public, subit des attaques particulièrement graves, puisque son démantèlement est engagé :**

- les services des personnels techniques, ouvriers et sociaux (ATOS), ainsi que les médecins scolaires et les assistantes sociales, sont transférés aux conseils généraux et régionaux qui seront tentés par la privatisations progressive des missions assurées par ces personnels,
- la carte scolaire des collèges qui décide de leur lieu d'implantation et de leur création ou fermeture est attribuée aux conseils généraux avec les risques d'une mise en cause du principe national d'égalité,
- les conseils régionaux devraient décider des cartes des établissements de formation professionnelle (du niveau CAP jusqu'aux Bac +3) sans doute pour les rendre plus dépendante des intérêts économiques,
- les services de l'orientation des jeunes (les CIO) et leurs personnels sont transférés aux conseils régionaux et détournés des exigences nationales du service public.

Les idéologues libéraux ou libéraux-libertaires se réjouissent de ce démantèlement. L'unité de l'École et l'égalité devant l'enseignement seront bientôt un souvenir, si la résistance à ces projets ne s'organise pas.

**Un autre projet démagogique se met en place :**

Le gouvernement veut accroître l'autonomie et la mise en concurrence des établissements, avec la possibilité pour les conseils d'administration de ces derniers de choisir dans les programmes nationaux ce qui correspondrait aux besoins locaux.

...

**MOUVEMENT  
RÉPUBLICAIN  
ET CITOYEN**

...

## > Résister à cette logique libérale

Derrière cette école à la carte se prépare un renforcement de l'inégalité des formations et l'encouragement aux attitudes de consommateurs des parents et des élèves. Demain sans doute, sera envisagée la décentralisation de la fonction enseignante avec le recrutement et la gestion des enseignants par les conseils régionaux.

Les écarts de qualité et de résultats entre établissements, déjà importants, seront de plus en plus grands. L'appel à la privatisation sera présentée comme nécessaire dans de nombreux cas. C'est la logique libérale qui s'impose.

Le MRC refuse de faire de l'École un secteur marchand répondant aux dogmes de la mondialisation libérale.

La logique comptable, celle du transfert de charges, et décentralisatrice, celle du renoncement au principe d'égalité, est dangereuse.

Pour jouer son rôle pleinement libérateur, pour assurer sa mission de transmission des connaissances sur l'ensemble du pays, l'École publique ne doit en aucune façon être assujettie aux pouvoirs locaux sous prétexte d'ouverture à la société ou à la régionalisation .

**C'est d'une école forte et structurée, soucieuse d'exigence et de qualité, remplissant partout ses missions dont la République a besoin.**



> *contact*  
*MRC/éducation :*  
*contact@mrc-france.fr*



# LE MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN, L'OPPOSITION RÉPUBLICAINE !



Nom : ..... Prénom : ..... Profession : .....

Adresse : ..... CP : ..... Ville : .....

N° Tél : ..... Portable : ..... courriel : .....

Je souhaite recevoir de la documentation sur le MRC

Je souhaite adhérer au MRC

À retourner au : MRC - 9 rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris  
Tél : 01 44 83 83 00 ● Fax : 01 44 83 83 10 ● Site Internet : www.mrc-france.org

